



BR-PCC

Action contre Ezio Tarantelli

1985

Le 27 mars 1985, un noyau armé de notre Organisation a exécuté Ezio Tarantelli, un des plus grands responsables de l'attaque contre le salaire ouvrier et contre l'histoire des conquêtes politiques et matérielles du prolétariat de notre pays.

Qui était Ezio Tarantelli ?

Celui que, avec beaucoup de fantaisie, la bourgeoisie définit comme un « professeur », un « chercheur » sur les problèmes de relations industrielles, était en réalité un des plus compétents exposants technico-politiques au service du grand capital, qui « travaillent » à l'essai de la bourgeoisie pour faire front à la crise économique par un de ses aspects fondamentaux : celui de la réglementation institutionnelle du rapport antagoniste entre les classes se référant aux conditions et aux mécanismes d'achat et vente de la force de travail ; celui donc de la ratification juridico-législative des rapports plus généraux de force entre la classe ouvrière et le patronat, du point de vue des intérêts bourgeois.

Non, le « professeur » ne sort pas par hasard de cette tanière internationale de la politique anti-prolétarienne et de l'oppression impérialiste qu'est le MIT, une des centrales au niveau mondial de la politique économique et financière du grand capital multinational, noyau opérationnel responsable aux plus hauts niveaux, tant de l'exploitation prolétarienne dans les pays à capitalisme avancé que du vol, de l'holocauste par la faim et de l'oppression de l'impérialisme occidental sur les 3/4 de la population mondiale.

Le « professeur brillant » est celui qui a appris l'art et la technique de l'exploitation capitaliste et c'est là qu'il réussit constamment à se renouveler au cas où quelque chose lui échapperait

Le plus grand expert économique de la CISL, président de l'Institut des Études de l'économie du Travail, ex-consultant de la Banque d'Italie, a été le concepteur des plus importantes étapes qui ont appuyé la politique économique des derniers gouvernements, de la réforme du marché du travail (appelée nominative, mobilité, temps partiel, etc...) à celle du salaire (blocage et prélèvement prédéterminés des points de contingence, diversification salariale soumise à la productivité) à celle plus générale de la négociation centralisée Gouvernement - Confindustrie - Syndicat, selon le modèle néo-corporatif qui s'est révélé dans les faits le plus efficace pour la bourgeoisie pour

poursuivre le sévère réajustement du poids d'ensemble de la classe ouvrière.

Le réactionnaire « pacte social » avec ses révoltants « changements politiques » redéfinit le rôle du syndicat qui, particulièrement dans certains secteurs, n'est pas son promoteur direct, en considérant désormais comme marginale son activité administrative et en privilégiant la participation directe à l'élaboration et à la gestion de la politique des restructurations.

La crise économique qui depuis plus d'une décennie déchire le système économique occidental, d'un côté accentue la concurrence intermonopoliste et d'un autre côté exige l'attaque immédiate de la classe en essayant de la piéger par des mesures anti-crisis.

La restructuration de l'appareil producteur tendant à abaisser les coûts par unité de produit ne fait qu'accroître les contradictions dans le camp bourgeois et accélérer les fins de la concurrence. Toutes les contre-tendances rassemblées dans un camp ne font que clarifier encore une fois l'impossibilité pour la bourgeoisie de résoudre sa crise sinon à travers une solution unique : la guerre impérialiste, la destruction qui en découle des moyens de production, des marchés, de la force de travail, de la surproduction de capitaux et « obsolet », dans le cadre d'une plus grande centralisation et concentration des capitaux et d'un nouvel ordre mondial dirigé par des monopoles multinationaux plus forts.

Ce dessein trouve en face de lui un formidable obstacle représenté par l'antagonisme de la classe ouvrière à se faire le comparse de ce « nouveau » pacte social pour soutenir les intérêts de la bourgeoisie à résoudre la crise.

Pour cela, la défaite politique du prolétariat est, pour la bourgeoisie, un objectif vital de première importance.

Conjonctuellement, cet objectif se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de pacte néo-corporatif qui caractérise la redéfinition plus générale des rapports sociaux dans un sens réactionnaire. La restructuration des relations industrielles et du rôle même des syndicats et des partis, va dans le sens de la redéfinition des fonctions des représentants institutionnels du prolétariat dans le but déclaré de pacifier l'affrontement social sur le dos de la classe ouvrière.

Dans ce cadre doit être comprise l'offensive anti-prolétarienne qui a objectivement réduit à la défensive le mouvement de classe. L'objectif que la bourgeoisie se propose est la fragmentation du front prolétarien en une tour de Babel de micro-intérêts conflictuels, qui si elle trouvait la voie libre de résistance, pourrait bien amener vers une défaite historique de la classe, et vers une pacification mortifiée du front interne, situation idéale pour affronter les échéances de la tendance dominante à la guerre impérialiste.

La contribution donnée à l'élaboration et à l'exécution d'une telle politique par le « professeur » est ultérieurement clarifiée par les prochaines échéances auxquelles il « travaillait » : la proposition de réduction de l'horaire de travail, cheval de bataille de la CISL durant ces derniers mois.

La démonstration la plus évidente de l'esprit anti-prolétarien, démagogique, mystificateur et en parfaite syntonie avec les plans confindustriels, réside dans le fait qu'une telle réduction n'est destinée à rien d'autre qu'à l'augmentation de la productivité à travers l'introduction sauvage de la

flexibilité, de la mobilité, du temps partiel et de l'utilisation du travail extraordinaire, selon la nécessité des entreprises.

Celui qui lutte au chômage ! On jette de la poudre aux yeux pour prévenir de cette manière l'exacerbation des tensions sociales favorisant en même temps une meilleure utilisation de la force de travail selon les exigences productives capitalistes.

De leur côté, les syndicats et les partis révisionnistes jouent dans ce cadre le rôle de mur anti-subversif dans l'édifice bourgeois branlant, rôle revendiqué apparemment par le PCI et par Lama, le présentant comme monnaie d'échange. Cela s'est vu clairement dans l'échange politique pendant les vicissitudes du décret sur le fisc, vraie feuille de vigne en « couverture » des récentes attaques contre le salaire ouvrier et, encore plus, dans cette loi de l'obstructionnisme qu'est le décret coupe-salaire.

A ces occasions, on peut voir le PCI dans le rôle d'incomparable contrôleur des luttes ouvrières, alternant le frein dans les actions publiques et l'accélérateur démagogique dans l'opposition parlementaire, le tout sur un terrain de compatibilité institutionnelle. Le jeu à la hausse du référendum, un référendum qui, pour les mêmes défenseurs « n'est pas à faire », est la manifestation la plus évidente de l'ambiguïté que démontre un parti bourgeois comme le PCI qui chevauche les intérêts ouvriers.

Notre initiative politico-militaire a encore une fois clarifié la nature réelle de la rixe entre les partis au sujet de ces questions et, par dessus tout, les réels intérêts qui sont à la base des diverses propositions.

Le PCI a utilisé encore une fois la lutte ouvrière pour ses calculs mesquins de pouvoir, parcourant avec maladresse un terrain miné et trébuchant ponctuellement sur l'obstacle le plus redoutable pour la réalisation de ses programmes de contrôle de l'antagonisme de classe : l'activité révolutionnaire des Brigades Rouges.

Parallèlement à la clarté et à la centralité de l'objectif poursuivi par notre Organisation, tombent les dernières voiles de la mystification, tant du gouvernement que du parti de Natta, et le problème mal caché jusqu'à aujourd'hui de la recherche d'un accord politique, se révèle pour ce qu'il est : éviter l'imprévisible riposte de la classe au durcissement du conflit social à travers la solution « pacificatrice » d'un nouvel accord général, encore une fois sur le dos des intérêts matériels et politiques du prolétariat, enième échange politique entre le PCI et le gouvernement, pas ultérieur vers une défaite de la classe.

Mais c'est justement la difficulté que le développement de ce projet rencontre, la meilleure démonstration que la défaite politique du prolétariat dans notre pays est, à tous les yeux, une velléité, velléité certainement pas privée de réelles possibilités, mais reddition toujours plus faible de par l'énorme potentiel de lutte et la combativité de la classe ouvrière contre les politiques gouvernementales internes et internationales.

Le caractère de résistance que les luttes ont inévitablement atteint représente un premier moment indispensable pour la reconstitution d'un tissu prolétarien organisé, qui s'est exprimé embryonnairement d'une manière plus claire avec l'auto-convocation des assemblées des conseils

d'usine.

Mais si le tout reste ancré dans le temps au caractère de pure et simple résistance par la défense de positions piégées, la classe pourrait bien se retrouver enfermée dans un cul-de-sac à la fin de quoi ce serait une défaite de dimension historique. Notre devoir, comme Organisation communiste, est évidemment celle de représenter les intérêts généraux du prolétariat, le guidant dans la lutte contre la régimentation réactionnaire de la société et contre les préparatifs de la guerre impérialiste.

Se basant sur ce devoir et travaillant à l'approfondissement de la crise politique de la bourgeoisie, nous disons à la classe la matérialisation de notre proposition stratégique : la Lutte Armée pour le Communisme, pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe pour la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat

Les Brigades Rouges appellent les communistes à resserrer les rangs autour des devoirs principaux que la lutte des classes met aujourd'hui en évidence : construire l'offensive prolétarienne et révolutionnaire contre les restructurations et contre la guerre impérialiste, et lutter sur le terrain politique révolutionnaire pour la modification des rapports de force en faveur du prolétariat. Et ceci à partir d'une pratique politico-militaire contre les politiques anti-prolétariennes et réactionnaires de pacification sociale, contre les politiques de guerre de la bourgeoisie impérialiste.

La crise du mode de production capitaliste est en train de créer des conditions favorables à la lutte prolétarienne dans tous les pays occidentaux.

Elle crée d'autre part les bases pour l'identification de l'ennemi commun constitué par les politiques de restructuration de la bourgeoisie impérialiste effectuées partout par l'entremise de l'attaque des conditions de vie du prolétariat, la militarisation croissante et le réarmement de tous les pays dûs aux préparatifs de guerre.

Ces conditions engendrent des contradictions sociales de plus en plus profondes amenant au centre le devoir des communistes de travailler à la construction du Parti Communiste Combattant.

Seulement ainsi, il sera possible de poursuivre l'objectif de la direction prolétarienne de l'affrontement social, aiguë par les mesures anti-crise prises par toute la bourgeoisie occidentale et démontré par des cycles de lutte antagoniste qui - à plusieurs niveaux - secouent toute l'Europe.

L'unité objective des intérêts du prolétariat international, les motivations d'une alliance à travers cela et la lutte des peuples progressistes contre l'oppression impérialiste, sont la moelle épinière du nécessaire caractère internationaliste de la révolution prolétarienne.

La lutte contre l'impérialisme occidental est pour cela une caractérisation commune à toutes les forces révolutionnaires, indépendamment des objectifs stratégiques qui sont poursuivis, que ce soit la libération nationale ou la conquête prolétarienne du pouvoir politique. Pour ce motif, les Brigades Rouges ont fait de la lutte militante anti-impérialiste un point particulier et incontournable, une constante de la vraie perspective politique et de la vraie pratique combattante, comme l'ont démontré la capture du général Dozier et l'exécution du diplomate Hunt.

Cette campagne contre l'OTAN a été conçue comme point du programme fondamental pour le processus révolutionnaire dans notre pays, et ceci parce que l'affaiblissement et la défaite de

l'impérialisme dans l'aire géographique et politique dans laquelle est située l'Italie, est une des conditions qui contribuent au succès de notre révolution.

De cette manière, les Brigades Rouges ont l'intention de travailler au renforcement et à la consolidation du Front de lutte contre l'impérialisme occidental qui a trouvé ces derniers temps une vigueur renouvelée et une force unitaire démontrant la difficulté et les défaites que les entreprises impérialistes rencontrent dans le monde entier, de Grenade à Beyrouth au Nicaragua, par une campagne unitaire contre l'OTAN de la guérilla en Europe en lien dialectique avec l'exceptionnelle mobilisation de masse contre les missiles américains dans les métropoles européennes.

ATTAQUER ET ABATTRE LA COALITION CRAXI-CARNITI-CONFINDUSTRIA, AXE POLITIQUE DOMINANT DU PROJET REACTIONNAIRE DU PACTE SOCIAL NEOCORPORATIF !

RENFORCER ET CONSOLIDER LE FRONT DE LUTTE ANTI-IMPERIALISTE !

TRANSFORMER LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE DE CLASSE POUR LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Pour le Communisme

Brigades Rouges pour la construction du P.C.C.